

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

**OBJET :**

**Acquisition d'un microscope à épifluorescence « timelapse »**

**Date et heure limites de remise des réponses**

**22/09/2025 à 12:00**

**(Heure de Paris)**

**ACHETEUR**

Sorbonne Université

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

IMEV – Plateforme d'Imagerie par Microscopie (PIM)

181, chemin du Lazaret

06 230 Villefranche-sur-Mer

### **Préambule :**

La Plateforme d'Imagerie par Microscopie de Villefranche-sur-Mer (PIM) rassemble les systèmes de microscopie de la station marine de Villefranche depuis 1988 ayant comme domaine principal de compétences l'imagerie des organismes marins vivants (méduses, ascidies, oursins, etc...). Elle est ouverte à l'ensemble des structures publiques et privées sans aucune condition thématique, institutionnelle ou géographique. Actuellement, la PIM est une plateforme de l'Institut de la Mer de Villefranche/Mer, elle met au service de ses utilisateurs des microscopes optiques (2 confocaux, 3 épifluorescence motorisés et 3 microscopes manuels) et un microscope électronique à balayage.

C'est dans ce contexte que la plateforme PIM souhaite acquérir un nouveau microscope à épifluorescence motorisé permettant de l'imagerie du vivant dans le contexte de la recherche sur les organismes marins microscopiques.

### **Article 1 - Généralités**

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée, en application des articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la commande publique.

Elle se déroule selon les règles décrites dans le présent document.

La participation à cette consultation vaut acceptation sans réserves de l'ensemble des règles qui y sont décrites.

### **Article 2 - Objet de la consultation**

Le présent marché est composé d'un lot unique ayant pour objet l'acquisition, la livraison, l'installation et la mise en service des éléments suivants :

- un microscope inversé à épifluorescence et à transmission, intégrant le pilotage et les motorisations nécessaires de l'imagerie multi-canaux, multi-position, tri-dimensionnelle.

### **Article 3 - Pièces contractuelles**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- La présente fiche de consultation MAPA et ses éventuelles annexes constituant le DCE ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le bon de commande valant marché public ;

Les originaux des documents sus cités sont conservés par Sorbonne Université et font seul foi en cas de litiges ou de contestations.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconques du titulaire du marché et

contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

#### **Article4 - Allotissement**

Les prestations du marché font l'objet d'un lot unique.

#### **Article 5- Prix**

Le présent marché est traité à prix forfaitaires exprimés en euros hors taxes (HT) sur la base de la décomposition du prix global est forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Les prix du marché sont fermes, non actualisables et non révisables.

Les prix sont libellés en euros et resteront inchangés en cas de variation de change.

#### **Article 6 - Description détaillée du besoin**

##### **6.1 - DESCRIPTIF TECHNIQUE DU BESOIN**

Les spécifications techniques minimales attendues sont les suivantes :

- Un microscope inversé avec une colonne pour la transmission avec a minima une sortie latérale pour la caméra
- Roue de cube motorisée, tourelle objectifs motorisée, chemin optique motorisé (oculaires, caméra)
- Les objectifs équipés attendus sont :
  - 4x ou 5x
  - 10x
  - 20x air ou immersion à eau
  - 40x (à immersion eau de préférence)
  - 60 ou 63x (à immersion de préférence)
- Pour les illuminations, soit le logiciel est capable de piloter des sources par communication RS232 (a minima par TTL) avec une interface utilisateur intuitive, sinon le microscope devra intégrer des sources LED (cf prestations supplémentaires).
- Soit le microscope est compatible avec notre platine SCAN IM 130x100 avec un contrôleur TANGO, sinon il devra intégrer une platine de translation équivalente (cf prestations supplémentaires).
- Soit le microscope est compatible avec notre roue à filtres Prior avec un contrôleur ProScan 3, sinon il devra intégrer une platine de translation et roue à filtre équivalente (cf prestations supplémentaires).
- Compatibilité avec la caméra Hamamatsu Fusion C14440-20UP ;

- Le pilotage de l'ensemble du microscope sera géré par un logiciel *user-friendly* permettant la formation des utilisateurs pour des expériences simples ou relativement complexes.

## **6.2 - PRESTATION(S) SUPPLÉMENTAIRE(S) ÉVENTUELLE(S) (VARIANTES IMPOSÉES)**

La consultation prévoit la présentation et le chiffrage de prestations supplémentaires éventuelles.

- La prestation supplémentaire éventuelle N°1 est facultative, elle porte sur l'acquisition d'une source LED blanche en transmission.
- La prestation supplémentaire éventuelle N°2 est facultative, elle porte sur l'acquisition d'une source LED en épifluorescence avec 5 longueurs d'ondes a minima (environ 400nm, 488nm, 514nm, 550nm, 640nm).
- La prestation supplémentaire éventuelle N°3 est facultative, elle porte sur l'acquisition d'une platine de translation motorisée permettant de scanner des boîtes multi puits, lame et boîtes de Petri 35mm.
- La prestation supplémentaire éventuelle N°4 est facultative, elle porte sur l'acquisition d'une roue à filtre rapide à l'émission avec 6 position minimum.
- La prestation supplémentaire éventuelle N°5 est facultative, elle porte sur l'acquisition de prismes permettant une illumination DIC pour les objectifs 10x, 20x et 40x.

L'attention des soumissionnaires est tout particulièrement attirée sur le fait qu'un défaut de présentation et de chiffrage d'une ou plusieurs PSE facultatives n'entraîne aucune irrégularité de l'offre.

## **6.3 - DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché commence à s'exécuter à compter de sa date de notification au titulaire. Il prend fin à l'expiration du délai de garantie.

La durée d'exécution du marché comprend le délai de livraison, le délai d'admission de la marchandise et une période de garantie contractuelle de 12 mois.

## **6.4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION / LIVRAISON DES PRESTATIONS**

Le délai maximum d'exécution est fixé dans l'offre du titulaire.

Le titulaire du marché prendra contact avec le destinataire des prestations, tel qu'indiqué dans le marché (ou le bon de commande) afin de convenir avec lui d'une date et d'une heure précise de livraison.

La livraison peut avoir lieu du lundi au vendredi entre 9h00 - 12h00 et 14h00 - 17h00, sauf jours fériés, et sauf autorisation expresse du destinataire des prestations.

## **6.5 - LIEU(X) D'EXECUTION / LIVRAISON DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être livrées à l'adresse suivante :

Institut de la Mer de Villefranche  
Bâtiment les Galériens  
181, chemin du Lazaret  
06 230 Villefranche-sur-Mer  
France

## **6.7 - Les opérations de vérification**

Les contrôles techniques permettant de valider les performances doivent être effectués sur le site par un agent désigné par l'IMEV.

Une obligation de résultat incombe au Titulaire pour atteindre les spécifications attendues décrites par le soumissionnaire.

Par dérogation aux articles 22 à 25 du CCAG FCS, la constatation de l'exécution marché sera effectuée par la personne désignée comme étant « le responsable ».

## **6.8 - L'admission du système**

La décision d'admission du système dépend :

- Des résultats des tests effectués ;
- De la validation sans réserve des performances obtenues par le Titulaire au regard des caractéristiques fournisseurs.

La réception définitive n'intervient qu'à l'issue de tests effectués au regard des spécifications fournisseurs proposé par le Titulaire, recouvrant ainsi l'ensemble des fonctionnalités demandées. Les spécifications fournisseur sont telles que décrites et proposées dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG FCS, la décision d'admission peut faire l'objet d'un procès-verbal. Si aucune décision n'est notifiée, les fournitures sont réputées admises dans les quinze (15) jours suivants la livraison.

Le refus d'admission est inscrit dans le procès-verbal établi contradictoirement, ou notifié au Titulaire absent par pli recommandé, avec indications explicites des motifs du refus.

Par dérogation à l'article 25.4 du CCAG FCS, le Titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la notification par Sorbonne Université pour présenter par écrit ses observations.

## **6.9 - Documentation**

A la livraison le Titulaire remet à l'IMEV des manuels utilisateurs ou équivalents, ainsi que toute documentation technique qu'il puisse fournir.

## **Article 7 - AVANCE**

Conformément aux conditions fixées à l'article R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial de celui-ci est

supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Dans le cas où le titulaire peut bénéficier d'une avance, son montant correspond à 10% du montant global et forfaitaire du marché toutes taxes comprises. Dans l'hypothèse où le titulaire du marché peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier ou s'il y renonce, en utilisant par exemple le formulaire de réponse à la proposition d'avance.

## **Article 8 - SOUS-TRAITANCE**

Sans objet.

## **Article 9 - Variante(s) à l'initiative du candidat**

La présentation d'une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du candidat est autorisée sans être nécessairement accompagnée(s) d'une offre de base.

Chaque variante à l'initiative du candidat constitue une offre à part entière. En cas de dépôt de variante(s), chacune des offres doit être clairement identifiable. Chaque offre sera analysée de manière indépendante conformément aux critères de sélection des offres indiqués à l'article XI.4.

## **Article 10- Contenu des réponses**

### **10.1 - PIÈCES / INFORMATIONS RELATIVES À LA CANDIDATURE**

Le candidat transmet à l'appui de sa candidature :

- Une lettre de candidature ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'est pas assujéti à un des cas d'interdiction de soumissionner à un marché public.

Le candidat peut transmettre les informations demandées en utilisant les formulaires DC1 et DC2 disponibles à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> ou le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Les entreprises ayant moins de trois ans d'existence prouveront, par tout moyen, qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

### **10.2 - PIÈCES RELATIVES À L'OFFRE**

A l'appui de son offre, le soumissionnaire transmet a minima :

- La documentation technique afférente à son offre ;
- Le cadre de réponse technique dûment complété (CRT);
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).
- La demande de réponse à la proposition d'avance ;

Le soumissionnaire joindra les documents relatifs à son offre en langue française. Toutefois, Sorbonne Université acceptera que la documentation technique fournie par le soumissionnaire soit rédigée en langue anglaise.

Les soumissionnaires sont informés que leur réponse doit impérativement être déposée sur la plateforme PLACE de manière complète. Dans l'hypothèse où le soumissionnaire effectue plusieurs dépôts successifs en réponse à la consultation, seul le dernier dépôt pourra être pris en compte. Les dépôts précédents seront refusés. Le dernier dépôt sur la plateforme doit par conséquent toujours contenir la totalité des documents et informations demandés et pas seulement un complément à un dépôt précédent.

### **10.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de 3 mois. En répondant à la consultation, le soumissionnaire s'engage à maintenir son offre pendant ce délai.

Si l'attribution du marché n'est pas effectuée dans ce délai, SORBONNE UNIVERSITE pourra demander à tous les soumissionnaires la prolongation de la validité de leur offre.

Dans le cas où la procédure n'était pas conduite jusqu'à son terme, le soumissionnaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité.

## **Article 11- Modalités de remise des réponses**

### **11.1 - REMISE PAR VOIE DÉMATÉRIALISÉE**

Le candidat remet sa candidature et son offre de manière dématérialisée uniquement sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Un guide d'utilisation à destination des candidats est disponible sur le site dans l'onglet « aide ».

### **11.2 - HORODATAGE**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt mentionnés dans la consultation, sera considéré comme remis hors délai.

La date et l'heure prises en compte pour la remise des réponses sont celles données par la plateforme PLACE à réception des documents envoyés par le candidat.

### **11.3 - REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE**

Une copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse remise par voie électronique sur la plateforme PLACE, destinée à s'y substituer lorsque cette dernière présente des anomalies.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les seuls cas suivants :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Aussi, en complément de sa réponse déposée sur la plateforme PLACE, le candidat peut transmettre

à Sorbonne Université une copie de sauvegarde, sur support physique papier ou électronique (dans un format de fichier largement disponible).

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des réponses. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

**« Copie de sauvegarde - NE PAS OUVRIR » PLACE N°XXX - Nom de la procédure - Lot X**

**Adresse de Sorbonne Université – IMEV Adresse : 181, chemin du Lazaret – 06 230**

**Villefranche-sur-Mer**

Cette copie peut être :

- Soit expédiée par courrier (l'usage du recommandé avec demande d'acté de réception est ici préconisé) à l'adresse mentionnée ci-dessous.
- Soit remise en mains propres contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessous. En cas de remise du pli en mains propres, l'attention des candidats est appelée sur le fait que la remise des plis dans les locaux de Sorbonne Université – IMEV s'effectue du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 (heures françaises), sauf week-end, jours fériés.

L'adresse physique d'envoi ou de remise en mains propres de la copie de sauvegarde est la suivante :

**Institut de la Mer de Villefranche 181, chemin du Lazaret  
06 230 Villefranche-sur-Mer**

Tout retard dans l'arrivée de la copie de sauvegarde dû à la défaillance d'un transporteur ne saurait engager la responsabilité de Sorbonne Université mais du seul transporteur.

Les candidats sont donc invités, s'ils entendent transmettre leur copie de sauvegarde par voie postale, de les confier au transporteur de leur choix dans les délais lui permettant de remettre le pli avant la date et l'heure limites.

Sorbonne Université délivrera un récépissé daté et signé, mentionnant l'horaire précis du dépôt. Seul ce document transmis au transporteur lors de la réception de la copie de sauvegarde fait foi pour justifier du dépôt dans les délais fixés.

## **Article 12 - Signature des documents**

La signature de son offre par le soumissionnaire n'est pas requise. Le seul dépôt de l'offre en réponse à la consultation vaut engagement de la part du soumissionnaire à exécuter le marché si celui lui est attribué.

Sauf mention contraire dans les documents de la consultation PLACE, la signature de son offre par

l'attributaire du marché n'est pas non plus requise.

Sauf mention contraire dans les documents de la consultation PLACE, le marché prend la forme d'un bon de commande de Sorbonne Université faisant référence à l'offre retenue et signé unilatéralement par la personne habilitée de Sorbonne Université.

Dans des cas spécifiques où le marché devra être co-signé par les deux parties (exemple des marchés prenant la forme d'un accord-cadre), Sorbonne Université est susceptible d'exiger de l'attributaire la rematérialisation du marché avant sa signature manuscrite en original.

## **Article 13 - Modalités de sélection des candidatures et des offres**

L'ouverture des plis n'est pas publique ; les candidats n'y sont pas admis.

### **13.1 - SÉLECTION DES CANDIDATURES**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si Sorbonne Université constate que des pièces dont la production est réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter les documents et informations transmis.

A l'issue de cette phase éventuelle, seuls les candidats habilités à candidater aux marchés publics et présentant des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes sont admis.

Les candidats peuvent fournir tous documents équivalents aux documents demandés au titre de la candidature pour attester de leurs niveaux de capacités.

Les candidats reconnaissent être informés qu'en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, la capacité financière et technique à exécuter le marché est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement dispose du niveau minimum de capacité financière, professionnelle et technique définis ci-dessus.

### **13.2 - EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATIONS**

Dans le cadre de cette consultation, Sorbonne Université prévoit de négocier les offres dans les conditions décrites ci-dessous. Toutefois, Sorbonne Université se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans recourir à la négociation. Par conséquent, les soumissionnaires sont invités à remettre leur meilleure proposition dès le stade de la remise des offres initiales.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières seront éliminées.

- Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.
- Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
- Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable

notamment en matière sociale et environnementale.

Toutefois, dans l'hypothèse où Sorbonne Université renonce à la possibilité de négocier les offres, il peut alors autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

En outre, dans l'hypothèse où Sorbonne Université ne renonce pas à la négociation, il pourra, s'il le souhaite, inviter à négocier les soumissionnaires ayant déposé une offre irrégulière ou inacceptable.

### **13.3 - DÉROULEMENT DES NÉGOCIATIONS (SAUF RENONCIATION)**

Les négociations se dérouleront avec tous les candidats dont les candidatures auront été admises conformément aux dispositions prévues à l'article XIII.1 et ayant déposé une offre qui ne soit ni irrégulière, ni inappropriée, ni inacceptable. Toutefois, Sorbonne Université se réserve la possibilité d'inviter également à négocier les soumissionnaires ayant déposé une offre irrégulière et/ou inacceptable.

La négociation, qui sera effectuée dans des conditions de stricte égalité, aura pour objet de préciser ou d'adapter, le cas échéant, les termes des documents initiaux de la consultation et/ou la teneur des offres des soumissionnaires, y compris dans leur dimension financière et le cas échéant de régulariser les offres irrégulières. Sorbonne Université ne transmettra pas de manière discriminatoire, d'informations susceptibles d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. De même, les discussions menées au cours de la négociation seront confidentielles et respecteront le secret des affaires.

La négociation ne peut modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation pourra être engagée sous la forme de mails via la messagerie de la plateforme PLACE mais pourra également être effectuée par le biais d'une audition. A cet effet, les soumissionnaires recevront une convocation par courriel via la messagerie de la plateforme PLACE, leur indiquant précisément les modalités de cette audition (forme, date, heure, durée, lieu, contenu).

A l'issue des négociations, les soumissionnaires seront invités à déposer leur offre finale sur la plateforme PLACE dans un nouveau délai imparti.

### **13.4 - SÉLECTION DE L'OFFRE ÉCONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE**

Conformément à l'article R2352-5 du Code de la commande publique, Sorbonne Université choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les critères d'attribution sont listés dans le tableau suivant :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
<i>Valeur Technique : performances de l'équipement / ergonomie</i>	<i>45 %</i>
<i>Prix</i>	<i>35 %</i>
<i>Service Après-vente / Assistance technique</i>	<i>5 %</i>

<i>Délai de livraison</i>	5 %
<i>Démarche environnementale</i>	10 %

Les offres irrégulières, inappropriées, ou inacceptables ne seront ni notées ni classées.

#### **Article 14- Pièces à fournir par l'attributaire**

Le soumissionnaire retenu doit fournir les documents listés ci-dessous avant d'être définitivement désigné comme attributaire du marché. La production de ces pièces doit intervenir dans le délai imparti par Sorbonne Université. Si l'attributaire retenu ne peut présenter les documents mentionnés ci-dessus dans le délai fixé, son offre est rejetée. Le soumissionnaire dont l'offre se situe immédiatement après dans le classement est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ci-dessous et de ceux fournis au titre de la candidature, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il a la faculté de joindre dès le dépôt de son offre ou dans son coffre-fort électronique sur PLACE les documents cités ci-dessous. Cette démarche permet notamment de raccourcir les délais de notification du marché.

##### **14.1 - POUR TOUS LES CANDIDATS**

En cas de groupement ayant désigné un mandataire, ce dernier doit fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement, qui précise les conditions de cette habilitation.

##### **14.2 - POUR LES CANDIDATS ÉTABLIS EN FRANCE**

- Une attestation prouvant qu'elle est à jour de ses obligations fiscales auprès du Trésor Public (disponibles sur l'espace sécurisé [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)) ;
- Une attestation d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de Sorbonne Université et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Les pièces prévues à l'article D8222-5 du Code du travail, à savoir une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 ou attestation de vigilance émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - Ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- Ou un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente. Ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Les pièces prévues à l'article D8254-2 du Code du travail, à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Une attestation de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail.

### **14.3 - POUR LES CANDIDATS ÉTABLIS À L'ÉTRANGER**

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement :

- La déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail prévu à l'articles R. 1263-12 du code du travail ;
- Les pièces prévues à l'article D8222-7 du Code du travail, à savoir :
  - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
  - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.

Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les pièces prévues à l'article D8254-3 et D8254-4 du Code du travail, à savoir détachant des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article L. 1262-1, elle se fait remettre, lors de la conclusion du contrat, une liste nominative des salariés étrangers

soumis à autorisation de travail, comprenant les indications prévues à l'article D.8254-2. Cette liste est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Sorbonne Université s'assurera de l'authenticité de ces attestations, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Les documents rédigés en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français.

Seule la traduction en langue française fait foi.

## **Article 15 - Notification**

La notification du marché consiste en la transmission au titulaire par voie électronique d'une copie du marché signé par la personne habilitée de Sorbonne Université.

Lorsque le marché prend la forme d'un bon de commande de Sorbonne Université, la notification du marché consiste en l'envoi au titulaire de la copie du bon de commande signé unilatéralement par la personne habilitée de Sorbonne Université, et faisant référence à l'offre retenue.

## **Article 16 - Renseignements complémentaires**

### **16.1 - MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE SORBONNE UNIVERSITE ET LES CANDIDATS**

Le mode de communication choisi par Sorbonne Université pour communiquer avec les candidats pendant la consultation est l'échange électronique via la plateforme de dématérialisation PLACE dont l'accès est gratuit.

Sorbonne Université utilise cette plateforme pour mettre à disposition les documents de la consultation, répondre aux questions qui lui sont posées, informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts aux documents de la consultation, et enfin échanger électroniquement avec les candidats jusqu'à la fin de la procédure.

Aussi, les candidats sont avertis que seuls les candidats identifiés et ayant renseigné une adresse mail valide lors du téléchargement du dossier de consultation sur la plateforme PLACE peuvent être avisés des modifications éventuelles apportées aux documents de la consultation. L'adresse électronique du candidat ainsi renseignée sera en outre utilisée par Sorbonne Université comme l'adresse électronique pour communiquer avec lui dans le cadre de la procédure et jusqu'à la fin de celle-ci.

Aussi, il est fortement recommandé aux personnes téléchargeant les documents de la consultation sur la plate-forme de dématérialisation PLACE de renseigner à cette occasion le formulaire d'identification destiné à permettre de leur transmettre les renseignements complémentaires éventuels. Il leur est également conseillé de s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de leur messagerie électronique.

Sorbonne Université décline donc toute responsabilité pour le cas où un candidat non identifié lors du téléchargement des documents de la consultation n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de son offre. Dans le cas de non identification, il appartiendra aux candidats de récupérer, par leurs propres moyens, les informations communiquées.

## 16.2 - **MODIFICATION DES DOCUMENTS REMIS AUX CANDIDATS**

- Modifications par le candidat

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments ou de modifications aux documents de la consultation.

- Modifications par Sorbonne Université

Sorbonne Université se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents de la consultation. Sorbonne Université en informe dans ce cas, via la plateforme de dématérialisation PLACE, tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats doivent alors répondre sur la base des documents modifiés.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

## 16.3 - **QUESTIONS DES CANDIDATS**

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation. Pour ce faire, la seule voie autorisée est le dépôt de questions via la plateforme de dématérialisation PLACE sur laquelle est publiée la consultation.

Les réponses sont envoyées aux candidats quatre jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les réponses apportées par Sorbonne Université sont envoyées, via la plateforme PLACE, à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents de la consultation. Aucune réponse ne sera donnée oralement.

## 16.4 - **INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018 et met l'accent sur la responsabilité des entreprises qui traitent des données.

Le titulaire du présent marché doit être en mesure de prouver sa mise en conformité avec les principes fondamentaux de la protection des données et notamment la légalité, l'impartialité, la transparence et la minimisation des données.

L'ensemble des données clients traitées en cours d'exécution du présent marché est et reste la propriété de Sorbonne Université